

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-08-10-00007

arrêté préfectoral mettant en demeure la
société PROSERVE DASRI pour les installations
qu'elle exploite à Carrières-sur-Seine (78420) - ZI
des Amandiers - 21 rue des Entrepreneurs



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ préfectoral mettant en demeure
la société PROSERVE DASRI pour les installations qu'elle exploite à CARRIERES-SUR-SEINE
(78420) Zone Industrielle des Amandiers – 21 rue des Entrepreneurs**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'honneur
Commandant de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant les informations constitutives des registres déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2022 autorisant la société PROSERVE DASRI à exercer ses activités de transit, regroupement de déchets d'activités de soins à risque infectieux – déchets dangereux dans son établissement situé à Carrières-sur-Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers – 21 rue des Entrepreneurs ;

Vu le rapport faisant suite à l'inspection réalisée le 25 mai 2023 qui avait été annoncée le 9 mai 2023 ;

Vu le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 24 juillet 2023 ;

Vu le courriel du 1^{er} août 2023 transmettant un courrier recommandé daté du 27 juillet 2023 reçu le 7 août 2023 par lequel la société PROSERVE DASRI a transmis ses observations quant au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que les éléments transmis par la société PROSERVE DASRI ne permettent pas de retirer des points du projet d'arrêté de mise en demeure transmis ;

Considérant que lors de l'inspection du 25 mai 2023 du site exploité par la société PROSERVE DASRI à Carrières-sur-Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers – 21 rue des Entrepreneurs il a été relevé les manquements suivants concernant le registre des déchets :

- il ne fait pas apparaître les déchets produits sur le site ;
- il mentionne l'admission de déchets non autorisés et dont la présence est interdite sur site (codes 200135*, 200131*, 200101, 180102 et 180103*, déchets contenant des sels d'argent, déchets de produits chimiques utilisés pour les

- opérations de développement et les clichés radiographiques, déchets radiographiques, pièces anatomiques et cadavres d'animaux) ;
- la date de réception des déchets sur le site n'est pas renseignée ;
 - la dénomination usuelle du déchet n'est pas explicite ;
 - la quantité de déchet en kg n'est pas renseignée ;
 - les informations relatives au traitement ne sont pas cohérentes (type de traitement et destination de traitement) et ne permettent pas de suivre l'ensemble de la chaîne de traitement du déchet ;
 - il ne permet pas d'évaluer la quantité de déchet encore présent sur le site ;
 - il ne permet pas de contrôler le respect de la durée de traitement des déchets ;

Considérant que ce registre ne permet donc pas de s'assurer de la correcte gestion et traçabilité des déchets admis sur le site ;

Considérant que ces manquements constituent des non-conformités à la réglementation ;

Considérant qu'il convient de faire application des articles L. 171-8-I et L. 541-3 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PROSERVE DASRI dont les installations sont à Carrières-sur-Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers – 21 rue des Entrepreneurs de respecter les dispositions issues des articles 6.4.2 et 6.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2022 et des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisés ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société PROSERVE DASRI, pour son installation située 21 rue des Entrepreneurs à Carrière sur Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers, est mise en demeure de respecter les dispositions issues des articles 6.4.2 et 6.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2022, **sous un délai de 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- en précisant, dans le registre des déchets entrants, la nature exacte des déchets admis ;
- en mettant en place les actions nécessaires, notamment par la mise en place d'une procédure d'admissibilité, pour ne pas accepter des déchets non autorisés.

Article 2 : La société PROSERVE DASRI, pour son installation située 21 rue des Entrepreneurs à Carrière sur Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers, est mise en demeure de respecter les dispositions issues des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif à la tenue du registre des déchets entrants **sous un délai de 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté en tenant à jour le registre des déchets entrants et sortants de manière à ce que l'ensemble des

informations réglementaires attendues soient renseignées pour assurer la correcte gestion et traçabilités des déchets, notamment :

- informations concernant les déchets produits sur le site ;
- date de réception des déchets sur le site ;
- dénomination usuelle des déchets entrants ;
- quantité de déchet en kg ou tonne ;
- informations relatives à l'ensemble de la chaîne de traitement du déchet ;
- informations permettant d'évaluer la quantité de déchets encore présents sur le site ;
- informations permettant de contrôler le respect de la durée de traitement des déchets.

Article 3 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

Article 5 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture ;
- au sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye ;
- au maire de Carrières-sur-Seine ;
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 10 août 2023

Le Préfet, par délégation,
la Directrice, par subdélégation,
l'Adjointe à la cheffe de l'unité départementale



Marielle MUGUERRA

